

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 15/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MINERAL TEK

1637 Chemin de la Montagne
84700 Sorgues

Références : D-00335-2025/LRAR N°2C 190 213 0514 8
Code AIOT : 0006400369

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2025 dans l'établissement MINERAL TEK implanté 1637 Chemin de la Montagne 84700 Sorgues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MINERAL TEK
- 1637 Chemin de la Montagne 84700 Sorgues
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral complémentaire du 07/06/2024, la société MINERAL TEK a été autorisée à reprendre l'exploitation de l'installation de recyclage et valorisation de déchets céramiques et réfractaires, précédemment exploitée par la société EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING depuis 2017 sur la commune de Sorgues, suite à sa liquidation judiciaire. Cette dernière avait elle-même repris l'usine suite à la liquidation judiciaire de la société Les Abrasifs du Midi qui exploitait l'usine depuis 1965.

Les activités de cet établissement, qui relèvent du régime général de l'autorisation, sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 04/01/2019 complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 26/09/2019.

Sur une plateforme de près de 3 ha, le site industriel se compose de plusieurs bâtiments. Le périmètre du site s'étend sur environ 8 ha, dans un environnement boisé (au Nord, à l'Est et au Sud).

La précédente visite d'inspection des installations avait été réalisée le 30/07/2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, article 4.3.7	Demande d'action corrective	2 mois
2	Moyens de lutte contre l'incendie / réserve d'eau	Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, article 7.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Campagne de surveillance des PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et 4	Demande d'action corrective	3 mois
6	Valeurs limites des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, article 3.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Plan d'action environnemental / 1ère échéance	AP Complémentaire du 07/06/2024, article 2	Sans objet
4	Plan d'action environnemental / 2ème échéance	AP Complémentaire du 07/06/2024, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 15/04/2025 a permis de constater le gros travail de nettoyage de la partie boisée du site réalisé par l'ensemble de l'équipe. Conformément à l'engagement pris dans le cadre de la demande de changement d'exploitant, le repreneur a retiré toutes les meules usagées qu'il a déplacées sur la partie haute du site.

Lors de cette visite, l'exploitant a fait part d'un important programme de travaux d'amélioration / rénovation des installations, dont la mise en œuvre a commencé (réfection de toitures, mise en place de chéneaux, entrée du site, quai de chargement / déchargement...).

Malgré ces actions favorables pour la protection de l'environnement, des écarts à la réglementation ont toutefois été relevés. Considérant que le nouvel exploitant a repris le site depuis seulement un an, considérant le respect de l'engagement fort de son plan d'action environnemental et considérant sa bonne volonté dans la mise en œuvre sans tarder des actions correctives nécessaires, il n'est pas proposé à monsieur le préfet, à ce stade, de suites administratives de type arrêté de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Bassin d'orage
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont collectées pour être traitées via un décanteur séparateur d'hydrocarbures permettant un débit de 235 l/s puis rejetées dans un bassin d'infiltration de 3 000 m ³ après passage par un bassin d'orage de 900 m ³ . [...]
Constats : Lors de la précédente visite d'inspection du 30/07/2024, il était demandé à l'exploitant de procéder à la remise en état du bassin d'orage de façon à garantir son étanchéité et à permettre le passage des eaux de ruissellement collectées par le décanteur séparateur d'hydrocarbures, situé en aval, pour traitement. Par courriel du 04/10/2024, l'exploitant a transmis le bon de commande du 20/09/2024 passé auprès du prestataire en charge de la réfection du bassin d'orage (France Sud Etanchéité). Constat terrain du 15/04/2025 : le bassin d'orage n'a pas été remis en état. Explications fournies par l'exploitant quant au retard pris sur cette mise en conformité : - difficultés pour intervenir car la zone est très boueuse en raison des nombreuses intempéries que le secteur a connues depuis la fin d'année 2024, - la priorité a été donnée à l'enlèvement des meules situées dans la partie boisée du site. Cet important travail ayant été achevé, l'exploitant déclare que la réfection de ce bassin devient sa nouvelle priorité. Dans l'attente de la réfection du bassin, pour permettre l'écoulement des eaux pluviales, l'exploitant a descendu une petite pelle mécanique en fond de bassin pour écarter sur le côté la partie vaseuse. Une partie du grillage de protection du bassin a été déposée pour permettre l'intervention à venir. Deux options

sont envisagées pour évacuer la partie terreuse en fond de bassin avant le retrait de la géomembrane : soit la location d'une pelle mécanique équipée d'un bras télescopique de 16 mètres, soit l'utilisation de la petite pelle mécanique déjà présente. Un travail préparatoire est à réaliser en interne. Le prestataire France Sud Etanchéité est dans l'attente du feu vert de l'exploitant pour procéder à la pose de la géomembrane et à la mise en étanchéité de l'ensemble du bassin d'orage.

Délai de réalisation de l'action : l'exploitant s'est engagé sur un achèvement des travaux sous 2 mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ Il est demandé à l'exploitant d'achever la remise en état du bassin d'orage.

Justificatifs à produire : bon d'intervention du prestataire + photos du bassin d'orage remis en état et du grillage de protection remis en place.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie / réserve d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, article 7.6.3

Thème(s) : Risques accidentels, -

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose à minima de :

[...] - une réserve d'eau d'un volume total de 320 m3 munie de 2 raccords pompiers diamètre 100 mm. [...]

Constats :

Lors de la précédente visite d'inspection du 30/07/2024, l'observation suivante avait été formulée : nécessité de mettre en place une organisation adaptée permettant de garantir en permanence la disponibilité du volume d'eau requis en cas d'incendie, ainsi qu'un accès aisé à la réserve par un entretien régulier des abords.

L'exploitant déclare qu'un contrôle visuel régulier est effectué par le responsable du site, avec la possibilité de compléter le volume d'eau si nécessaire.

Constat terrain du 15/04/2025 : la réserve d'eau incendie est disponible. Elle est aisément accessible. Un entretien a été réalisé tout autour (aucune broussaille). Son niveau de remplissage est au plus haut.

Lors de la précédente visite d'inspection du 30/07/2024, la recommandation suivante avait été formulée : établir un premier contact avec les services d'intervention du SDIS, leur transmettre une copie du plan de secours actualisé et leur proposer une visite du site de Sorgues.

L'exploitant indique ne pas avoir pris contact avec le SDIS. Il souhaitait au préalable finir le nettoyage de la partie boisée du site.

Cet important travail ayant été achevé, l'exploitant s'est engagé à contacter les services d'intervention du SDIS pour solliciter leur venue sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ Il est demandé à l'exploitant de proposer au service d'intervention du SDIS une visite du site de Sorgues. Cette visite permettra notamment de :

- présenter le travail effectué sur la partie boisée du site avec l'évacuation des meules sur la partie supérieure du site et donc la suppression du risque incendie associé sur la partie boisée, ainsi que le débroussaillage réalisé de la zone,

- vérifier l'adéquation des raccords pompiers et de la borne incendie d'aspiration mis en place avec leur matériel d'intervention.

- leur transmettre une copie du plan de secours actualisé du site.
Justificatifs à produire : rapport de visite du SDIS / procès-verbal de réception du poteau d'aspiration.
Par ailleurs, l'exploitant devra prévoir l'entretien de son bassin de réserve incendie lors de la prochaine période hivernale (dépôt de vase visible en fond de bassin).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Plan d'action environnemental / 1ère échéance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/06/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Évacuation de déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les actions définies ci-dessous concourant à la gestion des déchets présents sur le site à la date de la reprise des activités, selon le calendrier fixé :</p> <p>à l'échéance de fin juin 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> les déchets inertes appartenant aux clients sont repris par ces derniers ; les déchets de carbone appartenant à EXTRACTHIVE CERAMICS RECYCLING sont repris par cette dernière ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite d'inspection du 30/07/2024, il était constaté que la première échéance fixée n'était que partiellement tenue. Par courrier du 02/08/2024, l'exploitant a sollicité, auprès du préfet, un assouplissement du calendrier initialement envisagé. Par courrier du 09/10/2024, la préfecture a donné une suite favorable à cette demande de délai supplémentaire jusqu'au 31 décembre 2024.</p> <p>L'exploitant déclare que les déchets inertes appartenant aux clients ont été repris par ces derniers et présente à l'appui :</p> <ul style="list-style-type: none"> la lettre de voiture du 18/11/2024 établie pour le transport routier du « retour matière » du client ALPA minerals (34470 Pérols), quantité : environ 29 tonnes, déchargement chez Marcegaglia (13270 Fos-sur-Mer). le document unique de transport du 27/02/2025 établi pour le transport routier de 15 big-bags (oxyde d'aluminium et divers) du client SEPR (84130 Le Pontet), quantité : environ 19 tonnes, déchargement sur leur site du Pontet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan d'action environnemental / 2ème échéance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/06/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Évacuation de déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les actions définies ci-dessous concourant à la gestion des déchets présents sur le site à la date de la reprise des activités, selon le calendrier fixé :</p> <p>sous un délai de 6 mois à compter de l'autorisation de changement d'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> toutes les meules stockées dans la partie boisée du site sont retirées pour être pesées, triées et stockées en partie haute de l'usine, dans des conditions permettant de prévenir toute pollution du milieu. L'exploitant met en œuvre les moyens de défense incendie adaptés durant les opérations de retrait des déchets de la partie boisée. <p>[...]</p>

Constats :

Constat terrain du 15/04/2025 : toutes les meules stockées dans la partie boisée du site ont été retirées et rapatriées sur la partie haute de l'usine. La zone boisée libérée a été débroussaillée et certains arbres supprimés (risque de chute).

Estimation de la quantité de meules usagées déplacées : entre 2 300 et 2 500 tonnes (estimation réalisée par l'exploitant sur la base d'un nombre de camions bennes et de godets évacués).

Moyens mis en œuvre : au départ ce travail a été réalisé avec un camion benne. Puis suite aux difficultés rencontrées, le travail s'est poursuivi et achevé avec l'utilisation d'une grosse chargeuse mécanique (matériel qui a été loué, départ de la chargeuse constaté le jour de la visite).

Durée de la tâche : réalisée sur une période d'environ 1 mois et demi (début mars à mi-avril 2025).

Les justificatifs suivants ont été présentés :

- facture n° 2025-00177 du 28/02/2025 émise par l'entreprise Rieu (84200 Carpentras) pour les travaux de débroussaillage autour des bassins et bâtiments, la mise en sécurité du bois brûlé et l'abattage de plusieurs pins et chênes (8 160 € TTC),

- devis n° 2025-00351 du 03/04/2025 avec la mention « bon pour accord » émis par l'entreprise Rieu (84200 Carpentras) pour les travaux de broyage forestier, mise en sécurité OLD, utilisation d'un broyeur forestier avec appui d'une équipe de bûcheron (6 000 € TTC) → travaux réalisés, en attente facturation.

Étape réalisée : sortie de l'ensemble des meules usagées de la partie boisée.

Prochaines étapes : tri et valorisation.

Pour le tri, l'exploitant envisage de louer un crible avec tapis de tri, qu'il viendra positionner à proximité du stock de meules. Ce tri sera effectué sur un temps plus long (mois, voire année). L'exploitant déclare que l'opération de tri ayant un coût, il doit procéder par campagnes successives de tri suivi de ventes, pour lui permettre de mener à terme cette opération et ainsi pouvoir optimiser la valorisation de ce stock. À titre d'information, les meules de catégorie céramiques et de catégorie carbure de silicium seront valorisées en premier car l'exploitant dispose de clients potentiels déjà identifiés. Il est prévu qu'une partie de ces matériaux usagés soient repris tel quel par certains clients et qu'une partie fasse l'objet d'une étape préalable de broyage. Les ferrailles issues des meules seront mises de côté pour valorisation matière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Campagne de surveillance des PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et 4

Thème(s) : Risques chroniques, -

Prescription contrôlée :Article 3

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. [...]

Article 4

[...] II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. [...]

Constats :

Par courriel du 04/10/2024, l'exploitant a transmis le contrat référencé LSEC24-5298/02 du 27/09/2024 établi par le laboratoire d'analyses CARSO en vue de la réalisation des analyses PFAS et validé par l'exploitant le 30/09/2024.

Trois prélèvements ont été réalisés les 12, 18 et 30 décembre 2024.

Une première déclaration des résultats d'analyses a été réalisée sur la plateforme GIDAF en février 2025. Cette déclaration a appelé plusieurs commentaires qui ont été portés à la connaissance de l'exploitant avant la visite. Lors de la visite, un point a été fait sur leur prise en compte :

Commentaires de la DREAL	Réponse de l'exploitant
erreur d'unité pour la limite de quantification (LQ) des 20 PFAS (LQ = 100 ng/l sur bulletin d'analyse) L'exploitant doit modifier pour indiquer "0,1 µg/L" et non "100 000 µg/L".	Correction apportée
L'exploitant doit ajouter les résultats des 8 PFAS supplémentaires analysés.	Résultats ajoutés
Pourquoi l'exploitant n'a-t-il pas fait analyser les paramètres complémentaires MES / DCO / C Organique / F- comme recommandé par la note d'application PFAS du 20/02/2024 ?	Par méconnaissance de cette recommandation
Pourquoi l'exploitant n'a-t-il pas fait les 3 prélèvements sur 3 mois consécutifs comme demandé dans l'arrêté ministériel ?	Les prélèvements ont tous été réalisés en décembre 2024 de façon à répondre à l'obligation réglementaire de disposer de trois campagnes de mesure sous un délai le plus court possible.
L'exploitant doit déclarer les résultats des campagnes du 18 et du 30/12/2024 dans GIDAF (déposer les PDF des labos ne suffit pas).	Les rapports d'analyse (PDF) relatifs à ces deux campagnes ont été supprimés de GIDAF (car deux nouvelles campagnes sont envisagées).
À quoi correspond le volume moyen journalier d'eaux rejeté renseigné à 1 m³/j sous GIDAF ?	1 m³ correspond au volume estimé du premier bac du décanteur séparateur d'hydrocarbures, dans lequel les prélèvements ont été effectués.

Il ressort de cette campagne d'identification et d'analyse des substances per- ou polyfluoroalkylées que l'exploitant a procédé à la recherche de 8 PFAS supplémentaires, en plus de la liste des 20 PFAS obligatoires. Tous les résultats AOF et PFAS sont inférieurs à la limite de quantification pour les trois prélèvements réalisés.

Toutefois, cette campagne n'a pas été réalisée sur trois mois consécutifs et les modalités de réalisation des opérations d'échantillonnage ne sont pas conformes au guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE (version de février 2022). En effet, pour les rejets ponctuels ou discontinus, un échantillonnage ponctuel durant la durée de la vidange doit être réalisé (si incapacité à installer un échantillonneur ou durée de vidange très courte). Le recours à un prélèvement ponctuel directement dans le bassin n'est pas approprié. La raison est que le volume contenu en bâchée ou en bassin n'est pas homogène sur toute la colonne d'eau.

Considérant le non-respect du calendrier des campagnes imposées sur trois mois consécutifs, l'exploitant a présenté un nouveau contrat établi avec CARSO (référéncé LSEC25-2156/01) du 11/04/2025, selon lequel deux nouvelles campagnes d'analyses portant sur les 28 PFAS + les 4 paramètres complémentaires recommandés seront réalisées en avril et en mai/juin 2025.

Pour ce qui concerne l'échantillonnage, il est convenu que le nouveau point de prélèvement se situe en sortie de buse d'arrivée des eaux pluviales dans le bassin d'orage. Les dispositions d'échantillonnage définies par le guide de février 2022 (pages 13-14) devront être prises en compte.

Pour estimer un débit journalier, s'agissant exclusivement d'un rejet d'eaux pluviales, il est convenu que l'exploitant prenne en compte la pluviométrie du site qu'il multiplie par la surface de ruissellement d'eau pluviale susceptible d'être polluée. Concernant la pluviométrie, la fiche climatologique relative à la commune d'Avignon disponible sur le site de Météo France indique une hauteur de précipitations moyenne annuelle de 645,8 mm. Ramenée à une journée, cela donne environ 1,78 mm/j.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ Il est demandé à l'exploitant de compléter sa campagne d'identification et d'analyse des substances per- ou polyfluoroalkylées (PFAS) par la réalisation de deux campagnes complémentaires tenant compte des dispositions de la note d'application de l'arrêté ministériel relatif à l'analyse des substances PFAS dans les rejets aqueux des ICPE relevant du régime de l'autorisation (version du 20/02/2024). L'exploitant précisera par ailleurs la surface de ruissellement d'eau pluviale susceptible d'être polluée prise en compte dans son calcul (plan représentant cette zone à fournir).

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 3 mois**N° 6 : Valeurs limites des rejets atmosphériques****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/01/2019, article 3.2.3**Thème(s) :** Risques chroniques, Poussières totales**Prescription contrôlée :**

[...] Les effluents gazeux canalisés doivent respecter les valeurs limites suivantes en poussières totales :

- tamisage :60 mg/Nm³
- autres installations :20 mg/Nm³

Le flux de poussières de l'ensemble des rejets canalisés ne doit pas excéder 0.6 kg/h.

La concentration en poussières de l'air ambiant mesurée au centre de l'établissement, entre les bâtiments D, E, F et G, et à plus de 5 m de ces bâtiments, ne doit pas dépasser 50 mg/m³.

Constats :

L'exploitant ne dispose pas de mesures réalisées sur chaque rejet canalisé, ni dans l'air ambiant, permettant de vérifier le respect des valeurs limites réglementaires en matière de poussières totales.

Il identifie à priori cinq dépoussiéreurs industriels équipant le site, dont quatre régulièrement utilisés.

L'exploitant a pris contact le 31/03/2025 avant l'organisme agréé Apave en vue de la réalisation de ces contrôles.

Délai de réalisation du contrôle : l'exploitant s'est engagé à transmettre le bon de commande à l'Inspection sous quinzaine. Il demandera la planification de ce contrôle sous un délai de 2 mois. Le rapport de vérification sera transmis à l'Inspection dès réception.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ Il est demandé à l'exploitant de faire réaliser un contrôle des rejets atmosphériques sur chaque rejet canalisé et dans l'air ambiant conformément aux dispositions de présent article. Les résultats obtenus devront être transmis à l'Inspection. Ils devront justifier le respect des valeurs limites réglementaires applicables aux installations. Le cas échéant, les résultats devront être accompagnés d'un plan d'actions visant une mise en conformité de l'équipement. La transmission de ce rapport comprendra également un plan du site permettant de localiser les points de prélèvement et les équipements auxquels ils correspondent.

Après vérification postérieurement à la visite, il est précisé que la périodicité de ce contrôle est annuelle (selon l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 04/01/2019).

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 2 mois